



# Centre d'Education et d'Interventions Sociales

No 5, 1ère rue du travail. Port-au-Prince, Haïti

Tels.: 3830-5486 / 4688-9381

Fax : 3830-5486 / 4688-9381

**Jeudi 3 décembre 2015**

**Hôtel Le Plaza, 10 rue Capois, 8h30 -11h a.m.**

**LANCEMENT DU FORUM NATIONAL SUR LE CIVISME ET L'ETHIQUE**

## **Document Cadre**

### **I.-CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

L'histoire des civilisations et des sociétés, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, demeure, pour nous, vivants du monde contemporain confrontés à des défis majeurs, une source intarissable d'enseignements et d'informations nous permettant de mieux comprendre que les sociétés tout comme les hommes meurent. Même quand il s'agit de mort lente passant par des phases de « périllement », de tassement, de crises répétitives et multiples, de pathologies sociales parfois incurables, de décomposition voire, de déconstruction structurelle, les sociétés meurent et nous avec.

Cette évocation de valeur pédagogique, a pour but de nous rappeler que les tâches qui nous sont assignées chaque jour dans notre cheminement social doivent avoir comme principales finalités : l'amélioration de la vie de l'humain et la sauvegarde de notre environnement social.

Or, il se trouve que depuis les 50 dernières années, la nation haïtienne tombe dans un flux continu de désagrégation de ses structures fondamentales. Il est vrai que cette désagrégation structurelle de notre société est un succédané d'un déficit de projet de société avorté depuis le triomphe de la contre révolution du 17 Octobre 1806 ayant abouti à l'assassinat du Père fondateur de la Patrie, Jean-Jacques Dessalines. Depuis lors, on assiste en effet, à un mépris systématique des normes sociales, un délitement des liens sociaux et un effritement des valeurs essentielles qui ont été à la base de la fondation de cette nation. Les jeunes, les paysans, les artisans, les groupes socio-professionnels, les femmes, les ouvriers, les commerçants, les acteurs politiques etc., il n'y a pas un seul secteur de la vie nationale qui puisse se dire à l'abri de ce grand mouvement de déstructuration de la société.

Nous vivons donc en Haïti à l'ère du grand désordre. C'est le chaos à tous les niveaux. Le pays perd toute sa substance de nation. Etant incapable de subsister aux besoins de la population, l'Etat devient un parasite qui fonctionne au détriment du peuple haïtien. Son action tend à déconstruire les faibles réseaux de solidarité qui ont été institués dans la société tout au cours de notre évolution sociale. Les notions d'engagement citoyen, de bien commun, d'intérêts collectifs,

de patriotisme, d'haïtiannité, d'identité et surtout de souveraineté nationale perdent ici tout leurs sens et contenu. Les intérêts individuels, particuliers et de groupes sont priorités sur les intérêts supérieurs de la nation. Les bonnes pratiques sociales traditionnelles qui ont permis à la société haïtienne de résister jusqu'ici aux impacts négatifs de l'héritage de l'éducation coloniale et aux avatars de la mondialisation néolibérale sont tout bonnement délaissées. C'est avec douleur que nous assistons à l'abandon de nos mythes et symboles sociaux fondateurs comme par exemple l'attitude indifférente de toutes les catégories d'haïtiens face à la montée du drapeau national. L'hymne national c'est-à-dire la Dessalinienne, perd de toute sa charge symbolique. De plus en plus, le pays souffre d'un rejet de la part de ses citoyens. Par exemple, lors des processus électoraux, ce rejet se manifeste soit par une abstention massive des citoyens et citoyennes ou par des votes contestataires. Pour redonner « envie d'Haïti » et vie au pays, il nous semble important de mieux informer et sensibiliser les citoyens sur leurs droits et devoirs, conforter et valoriser le travail associatif, structurer les échanges et encourager l'émergence d'un véritable dialogue civique haïtien.

Dans ce tableau dégradant et désespérant, la question de l'exclusion sociale passe pour être une pathologie qui handicape le pays dans sa marche vers le progrès. En effet, dans le monde rural, la situation est tout simplement invivable. Les politiques publiques appliquées par la bureaucratie d'Etat ont déclassé les classes moyennes, plongé les masses laborieuses dans la paupérisation et la misère tout en aggravant les disparités sociales historiquement construites entre villes et campagnes, riches et pauvres, lettrés et illettrés, paysans et citadins.

Cette situation d'exclusion et de marginalité sociales légitimée par les élites qui s'accaparent des mécanismes institutionnels de l'Etat, entraîne une sorte de désengagement citoyen dans la lutte pour la sauvegarde des intérêts supérieurs de la nation. En Haïti, le cadre de vie devient de plus en plus dégradé. L'exode rural s'accélère et la migration massive des couches les plus prometteuses vers les pays étrangers devient un phénomène fréquent. Les cadres formés dans nos Universités, publiques et privées, avec les maigres ressources du peuple et dont le pays a tant besoin pour son développement, s'en vont quotidiennement vers des pays déjà nantis en termes de ressources humaines qualifiées. Rien qu'après le tremblement de terre du 12 Janvier 2010, plus de 36,000 de nos cadres (médecins, psychologues, sociologues, ingénieurs, agronomes, enseignants et infirmières) ont dû partir en direction du Canada, des Etats-Unis et de la France.

Aujourd'hui, l'économie paysanne s'est entièrement effondrée sous le poids des facteurs multiples liés à l'importation massive des produits de consommation dans un contexte de libéralisation excessive du marché national où le plus fort, protégé en plus par le pouvoir d'Etat, a le droit d'imposer sa loi aux plus faibles. Le paysan exclu déjà de la vie publique et relayé en marge de la société, n'a même pas les moyens de cultiver son petit lopin de terre : pas de crédit agricole, pas de mécanisme de contrôle des catastrophes naturelles en vue de la protection de ses récoltes, pas de scolarité garantie pour ses enfants, il ne pense qu'à aller en ville pour organiser sa survie. Le petit commerçant quant à lui, esclave de la finance, peut à peine donner un repas à

ses enfants. La spéculation financière fait de lui la première victime de cette déstructuration sociale.

L'observateur qui suit de très près l'évolution du pays à tous les niveaux peut se rendre à l'évidence que la société haïtienne est aujourd'hui éclatée et divisée. Nous agissons comme si Haïti n'est pas notre pays. L'idéal de 1804 des pères fondateurs de la nation est tout simplement délaissé par les élites dominantes. Nous sommes donc dans l'impasse ! Une action collective de redressement et de refondation de la nation devient une nécessité de première heure !

Dès lors, certaines questions essentielles méritent d'être posées : Comment renverser le cours de l'histoire ? Comment changer la situation actuelle ? Par où commencer compte tenu des multiples problèmes auxquels le pays est confronté actuellement ? Quelles valeurs proposer en contrepois à la société dans le contexte actuel où les élites traditionnelles se révèlent incapables de penser et d'agir autrement ? Comment créer les conditions pour que les différents groupes et secteurs de la société haïtienne d'aujourd'hui reconnaissent enfin la nécessité de placer les intérêts supérieurs de la nation au-dessus des intérêts individuels et particuliers ? Quelles stratégies déployer pour y parvenir ? Quelle devra être la bonne méthodologie pour ce travail collectif ? Quels sacrifices sommes-nous prêts à consentir pour la reconstruction/refondation du pays ? Quelles sont les ressources (humaines, matérielles, sociales, logistiques, techniques et financières) à mobiliser pour ce grand chantier de refondation et de renaissance de l'homme et de la femme haïtiens ?

Cette déconstruction programmée des espaces de solidarité collective accompagnée d'un rejet systématique des valeurs fondatrices de la nation ont donc des conséquences considérables sur le tissu social en particulier.

## **II-DE L'EDUCATION CIVIQUE POUR LE CHANGEMENT SOCIAL EN HAITI**

L'éducation civique est souvent définie comme un processus interactif et continu visant à créer un environnement socioculturel global où les valeurs de la démocratie sont comprises et appliquées par la population. Un tel environnement n'est pas quelque chose qui émerge simplement. C'est la conséquence des actions réfléchies des personnes conscientes de leur responsabilités vis-à-vis d'elles-mêmes et de la communauté. Un programme d'éducation civique complet englobe la compréhension publique des concepts clés de la gouvernance dans un système démocratique et l'information de base que chaque citoyen en tant qu'acteur du changement et électeur potentiel doit obtenir afin d'exercer ses droits et devoirs civiques, y compris bien entendu celui de voter, en toute conscience et indépendance.

Autant dire qu'un programme d'éducation civique relève d'une orientation générale du pays et d'un engagement à long terme, et participe d'un projet socio-politique intégrateur dont l'une des principales finalités est d'assurer un peu plus de cohésion au sein du corps social en promouvant le fonctionnement harmonieux des institutions démocratiques garantes de la liberté et du bien-être collectif des citoyens.

Dans le contexte actuel, une réflexion collective sur la nature du système politique et de L'Etat en Haïti ne peut qu'être profitable à la société toute entière dans la mesure où ce pays

s'engage depuis 1986 dans un processus de transition longue et qui n'en finit pas. Voulant sortir de la dictature pour entrer dans la démocratie, de l'arriération pour entrer dans la modernité et du sous-développement pour connaître le développement, Haïti projette aujourd'hui l'image d'une société en panne d'idée. « *Dès lors que l'on veut étudier concrètement la politique dans les sociétés contemporaines, on est obligé de s'interroger sur la nature de l'Etat, le type de politique qu'il met en œuvre, l'existence ou non d'une élite politique et la nature et les intérêts qu'elle défend. Ces questions ont fait l'objet depuis le début du siècle d'une littérature considérable qu'il ne saurait être question d'aborder dans son ensemble ici. Nous voudrions tout simplement présenter les courants théoriques dominants qui ont servi de cadre aux recherches plus empiriques : les courants élitistes, pluraliste et marxiste ainsi que les développements récents des recherches en ce domaine* » (François-Xavier Merren, la Sociologie Politique, Vigot, 1994).

De plus, il est évident que la société haïtienne en transition démocratique difficile et complexe, est en train de vivre une période particulière de son histoire où elle a véritablement du mal à reproduire le système économique et social sur lequel elle s'appuyait jusqu'ici pour fonctionner. En ce sens, la théorie de la transition peut, nous semble-t-il, aider à comprendre les avancées et les régressions constatées dans la marche de la société haïtienne actuelle. Maurice Godelier nous fait voir avec raison que : « *les phases de transitions constituent un moment d'une exceptionnelle importance dans la vie concrète des sociétés. Le moment de leur transformation radicale, éventuellement de leur disparition définitive. Ce sont ces moments, plus que tout autre, qui posent aux sciences sociales la question de savoir s'il existe une logique, des lois de ces transformations, une sorte de nécessité historique* » (Sociologie et société, vol XXII, N° 1, Avril 1990, p.53).

Dans les écoles haïtiennes tant en milieu rural qu'en milieu urbain, il s'avère urgent de mettre en œuvre le programme d'Education à la citoyenneté qui a été élaboré par le Ministère de l'Education Nationale au début de la décennie 2000. Il est vrai que ce programme était un peu restrictif dans la mesure où il visait par son contenu seulement les élèves des premiers cycles du fondamental. Les élèves du secondaire en étaient exclus. Il faut donc le réviser en l'adaptant aux nouvelles réalités du pays.

Il s'agira de mettre en place un véritable parcours civique de l'élève citoyen, constitué de valeurs, de savoirs, de pratiques et de comportements dont le but est de favoriser une participation efficace et constructive à la vie sociale, d'exercer sa liberté en pleine conscience des droits de chacun, de refuser la violence. Pour cela, les élèves devront apprendre à établir la différence entre les principes universels (les droits de l'homme), les règles de l'Etat de droit (la loi) et les usages sociaux (la civilité). Tout en étant conscient d'être citoyen de monde, l'élève haïtien doit développer le sentiment d'appartenance à son pays pour être en mesure de le défendre en cas de menaces et de risques de tous types. En clair, il est question de préparer les élèves à devenir des citoyens responsables, conscients de leurs droits et devoirs, des principes et des règles qui fondent le *vivre ensemble* nécessaire. Evidemment, il faut déborder le cadre de l'école ou de l'Université pour aller vers les citoyens dans leur milieu de vie et d'insertion socio-professionnelle : les lakous, les quartiers, les habitations, les zones, les localités, etc.

Dans cette perspective, l'organisation d'un Forum civique et éthique nous paraît comme une nécessité dictée par la situation générale d'aujourd'hui. Il nous semble donc indispensable d'organiser un débat profond sur l'étape actuelle de la transition afin de pouvoir la situer par rapport au présent marqué par de grands doutes et au futur très proche de la lutte des secteurs démocratiques et populaires pour l'implantation d'un Etat de droit à la hauteur des aspirations de liberté, de justice sociale et de participation consciente des citoyens et citoyennes à la vie de la nation.

En ce sens, le Forum constitue une démarche vers l'interpellation des acteurs politiques chargés de l'instrumentalisation de l'Etat de droit et de la mise en œuvre des mesures politiques, sociales et économiques entrant dans le cadre du projet de la nouvelle société qu'il nous faut construire tous.

## **II.1-De l'Education civique à l'Ethique sociale**

Ce forum mettra aussi l'emphase sur la place de l'éthique dans la vie sociale. Rappelons, à partir de son étymologie, le sens que nous donnons à ce concept. L'**éthique** (du grec « *êthikos* = morale », « lieu de vie ; habitude, mœurs ; caractère » et du latin *ethicus*, la morale) est une discipline philosophique pratique (action) et normative (règles) dans un milieu naturel et humain. Elle se donne pour but d'indiquer comment les êtres humains doivent se comporter, agir et être, entre eux et envers ceux et celles qui les entourent.

En effet, de la définition ci-dessus il apparaît évident qu'il existe un lien entre l'éthique et la société. On peut même avancer l'hypothèse selon laquelle le « *développement d'une société dépend de son fondement éthique* ». Dans le cas d'Haïti, la faiblesse de la société découle en grande partie de l'absence de balises normatives et éthiques vivantes.

En effet, nous sommes de plus en plus nombreux à reconnaître que la crise haïtienne, dans sa dimension actuelle, a un aspect moral marqué par un lourd déficit d'éthique. En ce sens que nous agissons pour nous-mêmes, selon nos désirs et caprices, sans tenir compte des autres, de leurs besoins, aspirations et rêves et des grands principes, normes, lois et valeurs qui gouvernent la société dont nous sommes tous membres. Et cette façon d'agir, en plus qu'elle déconstruit le socle sur lequel repose tout le lien social mais aussi, elle tend à précipiter la société toute entière dans l'abîme. Ainsi, devient-il urgent de replacer l'éthique au centre de nos réflexions et pratiques quotidiennes de sorte que chaque membre de la société puisse arriver à mieux jouer son rôle social c'est-à-dire, être en mesure d'accomplir son devoir et d'assumer ses responsabilités. Par exemple depuis quelque temps, aux yeux de la population, la parole de l'Etat haïtien n'est pas crédible. Elle n'inspire pas confiance. Il s'agit là d'un grave problème qui met à mal l'autorité de l'Etat.

L'organisation actuelle des élections pour le renouvellement des nouveaux dirigeants appelés à gouverner le pays le 9 août et le 25 octobre 2015, est là pour témoigner de notre incapacité à organiser des élections crédibles, transparentes, démocratiques et surtout participatives. Le processus électoral déclenché par le Conseil Electoral Provisoire (CEP) au

début de cette année, a mis en relief non seulement le degré de pourrissement de l'Etat oligarchique haïtien mais encore les rivalités et les luttes entre les différentes fractions de l'oligarchie pour le simple contrôle du pouvoir politique au détriment d'une société à bout de souffle et qui est aujourd'hui plongée dans une situation de simple survie.

Ainsi donc, le Forum civique se donnera aussi pour mission de travailler sur la dimension éthique des relations et pratiques sociales dans le pays pour un changement de comportement allant dans le sens du progrès collectif et de la consolidation du « *vivre ensemble* » et de la démocratie participative.

### **III.- OBJECTIFS GENERAUX**

Par rapport aux grands défis qui se posent devant nous aujourd'hui, le Forum National sur le Civisme et l'Ethique a pour principal objectif d'encourager et de faciliter une appropriation civique et populaire du pays par les citoyens et citoyennes. Il a pour autre mission de favoriser l'émergence d'un véritable dialogue civil haïtien à travers la mise en réseau d'acteurs associatifs et la réalisation d'actions communes: rencontres et forums associatifs, dialogues communautaires sur l'Etat de droit, l'alphabétisation et la post-alphabétisation du peuple haïtien, l'assainissement du pays, l'institutionnalisation de la démocratie, la réforme de l'Etat, la modernisation du pays, les politiques publiques, les campagnes d'information et de sensibilisation ayant pour but « d'éveiller le citoyen haïtien » qui sommeille en chacun de nous. D'autres thèmes ayant rapport avec la vie concrète du peuple haïtien tels que la corruption qui gangrène notre société, le budget national, etc. seront aussi traités lors du déploiement des grands axes de ce forum en vue de donner sens et cohérence à l'initiative. **Nous avons besoin de rêver d'une autre Haïti : une Haïti meilleure !**

#### **III.1.-OBJECTIFS SPECIFIQUES**

Les objectifs spécifiques du Forum Civique devront nous permettre :

- d'œuvrer à faire émerger un véritable dialogue civil haïtien par la réflexion, l'échange et l'élaboration de propositions sur l'usage des droits civils pour tous et sur le lien des citoyens avec les institutions et les administrations du pays ;
- de favoriser les rencontres et les participations croisées d'associations et d'ONGs crédibles dans le pays lors d'initiatives et de manifestations à caractère civique, organisées par des membres du réseau ;
- de mener des campagnes d'information, de sensibilisation des citoyens haïtiens, mais aussi des campagnes publiques (des collectes de signatures, par exemple) pour peser sur les politiques du pays ;
- d'organiser régulièrement des ateliers interactifs sur des sujets d'intérêt collectif comme le vote du budget national. Le forum civique tout en valorisant les dimensions humaine, culturelle et festive de la reconstruction haïtienne, permettra de préciser et d'affiner le modèle civique et démocratique que nous voulons pour le pays ;
- d'éduquer les groupes de la société à la solidarité, la sociabilité et à la citoyenneté ;

- d'apporter une contribution à la réforme de l'Etat dans le cadre de la reconstruction/refondation du pays.

#### **IV.- METHODOLOGIE**

Dans un premier temps, il nous faut procéder au lancement officiel du Forum Civique pour permettre à la communauté haïtienne d'œuvrer à l'appropriation de l'initiative.

Une fois cette étape franchie, différentes méthodes seront mises à contribution en vue de favoriser l'atteinte des principaux objectifs du Forum qui sont, pour cette première phase, essentiellement d'ordre pédagogique et socio-éducatif. Ainsi, outre les communications des spécialistes dans les séances plénières qui prendront la forme d'exposés magistraux suivis parfois des débats contradictoires, des séquences d'activités à vocation plus interactive et participative comme par exemple des échanges à travers les médias entre spécialistes en éducation civique et éthique institutionnelle, des travaux en atelier sur des thématiques liées à la problématique de la réforme de l'Etat, de la reconstruction/refondation du pays seront aussi programmés dans le cadre du déploiement des axes d'action du forum.

Il est à noter que les activités du Forum se dérouleront tant dans les quartiers, les lakous ou habitations, les localités, les sections communales, les communes et les départements. L'issue du Forum donnera lieu à cette grande conférence nationale ou dialogue national. Il est bon de souligner qu'une fois le Centre d'Education et d'Interventions Sociales (CEIS) aura lancé ce Forum, il ne lui appartient plus. Il reviendra à tous les citoyens et citoyennes conscients aujourd'hui du péril national de se l'approprier et d'en faire un outil efficace de travail pour le **remembrement social et spirituel** du pays.

#### **V.-LES PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS**

Le déploiement des grands axes de ce forum permettra d'atteindre les principaux résultats suivants:

##### **V.1- A court terme**

- ✓ Les conditions psychologiques, sociales et culturelles sont créées pour l'organisation d'un dialogue national autour des grands chantiers de refondation du pays ;
- ✓ Une vision commune est dégagée entre les membres du forum civique sur les principales missions et fonctions de l'Etat (de droit) en régime démocratique ;
- ✓ Constitution d'un comité de suivi chargé de l'élaboration d'un cahier de charges qui prendra en compte les revendications démocratiques, de justice sociale et de liberté du peuple haïtien en vue de l'acheminer pour les suites utiles, aux autorités constituées du pouvoir public ;

✓ Elaboration de fiches techniques en créole et en français de portée pédagogique à l'intention des jeunes des réseaux associatifs, des milieux scolaire et universitaire, des acteurs de la société civile et des leaders communautaire sur ce qu'est *l'Etat de droit –ses missions et fonctions –ses pratiques vis –à- vis des citoyens, droits et devoirs des citoyens, intérêts collectifs / intérêts individuels*, etc.

## **V.2- A moyen terme**

- ✓ Une meilleure implication des acteurs politiques issus des partis et chargés de la gestion des affaires publiques dans la lutte pour l'implémentation des termes de références de l'Etat de droit ;
- ✓ Mise en place d'une coordination nationale, régionale, communale et locale chargée de faire appliquer les recommandations du dialogue national ;
- ✓ Elaboration d'un code éthique permettant d'astreindre tous les gouvernants du pays (Asecs, Casecs, Délégués de ville, Maires, Ministres, Députés, Sénateurs, Premier Ministre, Président) à une éthique comportementale.

## **V.3- A long terme**

- ✓ Construction de rapports plus conviviaux entre l'Etat et les citoyens ;
- ✓ Respect par l'Etat des libertés et droits fondamentaux des citoyens de quelque catégorie sociale à laquelle ils appartiennent ;
- ✓ Accomplissement par les citoyens de leurs devoirs vis-à-vis de l'Etat et de la société;
- ✓ Amélioration du climat socio-politique général propre à créer les conditions sociales et politiques pour une relance du pays sur la voie du progrès et du développement durable.

**Augustin ANTOINE, Sociologue**  
**Professeur à l'Université d'Etat d'Haïti**  
**Coordonnateur Général du Centre d'Education et d'Interventions Sociales (CEIS)**  
**Pour contact et suivi : 4688-9381/ 3830-5486**  
**e-mail : ceis1996@yahoo.fr/augustinantoine1@yahoo.fr**